

© Newsnet / 24 heures; 04.02.2017

L'association Stop Suicide anime sans tabous des ateliers utiles aux jeunes

Société · Deux collaboratrices interviennent régulièrement dans les écoles et ailleurs. Eclairant et instructif

Muriel Etienne (debout) et Zoé Bon travaillent toutes les deux au sein de l'association Stop Suicide. Motivation partagée. Image: Laurent Guiraud

Les deux dernières heures de l'après-midi dans les murs d'une école de culture générale de la Rive droite. Tranche horaire «punitive» pour cette 3e année du postobligatoire. On imagine des élèves dissipés, l'œil sur la montre, pressés de partir. Tout faux: classe attentive, échanges rapides et soutenus, les participants ne veulent pas manquer une miette de ce qui se raconte.

L'atelier, il est vrai, annonce un thème concernant: la question du suicide chez les jeunes. Et puis on a reconfiguré la salle, mis les tables en U, invité chacun à se présenter en donnant son âge, son hobby, son rêve du jour. Au centre, une jeune femme de moins de 30 ans, debout, souriante; son rêve à elle est de pouvoir parler dans plein de langues différentes. Elle s'appelle Muriel Etienne. Ni prof ni tout à fait animatrice. Depuis trois ans, en tant que chargée de projet au sein de l'association Stop Suicide, sa tâche principale consiste à faire de la prévention en milieu scolaire.

Pour la seule année 2016, 48 interventions entre les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel. C'est elle, à chaque fois, qui donne le cadre, met en confiance, se porte garante de cette dynamique bienveillante. On se parle ici sans se couper, sans se moquer, en puisant ensemble dans ce vocabulaire du respect de l'autre qui appartient au commun des mortels.

Les questions, jamais évitantes, vont à l'essentiel. «Savez-vous quelles sont les principales causes de mortalité chez les jeunes?» demande Muriel en balayant du regard son auditoire. Juste après les accidents, le mot est lâché. Il a ses chiffres, qui ne font pas rêver: «Par année, en Suisse, plus de 1000 personnes se suicident. Chez les jeunes, on compte en moyenne 120 suicides, soit un tous les

trois jours. On estime par ailleurs qu'il y a 20 fois plus de tentatives.»

Refuser le fait accompli

C'est dit, écouté et commenté. Après un quart d'heure d'atelier interactif, on s'intéresse déjà aux causes, dans cet effort partagé de réflexion préventive qui refuse le fait accompli. Passionnant à suivre. Les causes, à l'école? «Les moqueries, le harcèlement, des choses comme ça», répond une élève. Sa camarade ajoute: «Se sentir exclu, la famille, trop de pression dans la tête.»

Le corps revient souvent: il est rejeté, «parce qu'il est trop gros, parce qu'il a une couleur de peau différente». Les apparences physiques, fonds de commerce des réseaux sociaux, sont prises dans le tourniquet des remarques blessantes, des jugements discriminants, des captations sauvages. «Au Cycle, c'était pire», glisse une connaisseuse de ces images volées et de leur trafic. Résultat: la personne accumule de la souffrance. «Une souffrance insupportable qui peut finir par déboucher sur une crise suicidaire», précise Muriel, sans chercher à diaboliser le processus. Si elle évoque la goutte d'eau, c'est pour se demander à haute voix comment éviter qu'elle ne tombe: «Qu'est-ce qui fait que le vase puisse se désempir?» Les participants se jettent dans la brèche, font le décompte positif des «éléments protecteurs»: le bien-être, le sport, «être entendu», bref «toutes les choses qui nous font du bien».

Ce n'est plus un atelier théorique, c'est un chantier pratique du vivre-ensemble, du soutien amical, de la solidarité élémentaire. On forme quatre groupes et on travaille sur des situations concrètes. L'une d'elles traite des insultes à répétition, quand elles prennent une intensité harceuse. Comment réagir? Informer le maître, avertir la direction? «A quoi bon, on ne sera pas entendu», affirme un garçon par avance découragé. Il est assis à côté de l'infirmière scolaire. Elle s'est tue pendant une heure, mais là elle bondit: «L'école se préoccupe au contraire du bien-être des élèves. Tolérance zéro, trois fois zéro, sur le phénomène du harcèlement», déclare-t-elle d'un ton plutôt convaincant. Les bouches se délient, on vit sous le même toit sans forcément se parler.

Cet atelier est aussi l'occasion de rattraper le

temps perdu, de se frotter à des notions délicates, celle du secret notamment, en lien avec des idées suicidaires. «Si votre amie vous demande de le garder, vous faites quoi?» Silence dans la classe, suivi d'un aparté chuchoté: «Moi, je ne le dirais pas à n'importe qui...»

Le sens des mots cachés

Muriel revient à la charge avec un conseil d'ainée: «Moi, je vous encourage à ne pas le garder pour vous, ce secret, quitte à fâcher votre camarade, à vous brouiller avec elle. La vie qui est en jeu est plus importante.» Dire les choses quand le danger guette. Apprendre à lire ce même danger derrière les mots cachés: «J'ai envie de disparaître, je ne vais pas bien...» Bien reçu: «Je suis là!»

Créer le lien et faire face aux risques suicidaires

Les études le disent, l'expérience quotidienne le confirme: ces ateliers interactifs sont la meilleure façon de diffuser un message de prévention chez les jeunes. Pionnière en la matière, l'association Stop Suicide n'a pas cessé de se professionnaliser depuis sa création à Genève il y a maintenant seize ans. Elle a créé des brèches en milieu scolaire, après avoir mis sur pied des programmes ciblés pour des jeunes qui ne sont plus forcément à l'école. Prévention active sur plusieurs fronts, chez les jeunes chômeurs comme chez les jeunes uniformés ayant accès à une arme à feu (près de 30 ateliers de ce type en 2016). Chaque matin de cette semaine, par exemple, les deux envoyées de l'association ont pris la parole pendant dix minutes à la caserne des Vernets devant les futurs recrues et civilistes, à l'occasion des journées d'information destinées aux jeunes qui ont 18 ans dans l'année.

Informé et interagir. Cette double mission implique la personne qui s'en charge. Aux côtés de Muriel Etienne, détentrice d'un master en socioéconomie, une deuxième collaboratrice, Zoé Bon (28 ans), travailleuse sociale. «C'est un travail exigeant mais passionnant, avoue-t-elle. Je suis plus proactive en dirigeant un atelier que dans une maison de quartier. L'investissement est fort: on a 90 minutes pour créer le lien.» Sa collègue renchérit: «Ce qui nous oblige parfois à puiser dans la formation que l'on a suivie, s'agissant en particulier de l'évaluation du risque suicidaire.» (24 heures)

(Crée: 04.02.2017, 11h45)